



Le nouveau visage de la Protection judiciaire de la Jeunesse

La direction de la Protection judiciaire de la jeunesse a pour mission de mettre en œuvre les décisions de justice concernant les mineurs en danger ou délinquants (ainsi que les jeunes majeurs demandeurs de mesures éducatives jusqu'à 21 ans).

Son but est de favoriser leur réinsertion sociale et professionnelle.

Elle exerce son rôle dans divers établissements et services. Elle fait également appel au secteur associatif habilité justice.

Une refonte générale du fonctionnement de la protection judiciaire de la jeunesse a été engagée à la suite du rapport de la

commission d'enquête sénatoriale sur la délinquance des mineurs de juillet 2002, et des recommandations du rapport public de la Cour des comptes de juillet 2003.

Elle s'accompagne de la réalisation de programmes opérationnels lourds.

LA PJJ a renforcé ses capacités de pilotage et s'est mobilisée autour de lignes d'action claires, dans un contexte marqué par une hausse des mesures pénales (+ 11,1 %) et une légère progression du total des mesures (+ 6,1 %).

Six types d'établissements

- Centres d'action éducative et services rattachés (unités de milieu ouvert activités de jour, qualification professionnelle, classes relais, hébergement diversifié)
- Foyers d'action éducative
- Centres de placement immédiat
- Centres éducatifs renforcés

Depuis peu, elle exerce aussi son action dans :

- les centres éducatifs fermés et
- les quartiers pour mineurs des maisons d'arrêt.

Une meilleure gestion des agents

Avec huit mille agents, la direction de la PJJ assure l'exécution des mesures confiées à ses services déconcentrés. Elle en délègue une partie à un secteur associatif habilité qu'elle finance en partie et qui est sous son contrôle administratif, financier et pédagogique.

En 2003, cette direction a modernisé la gestion de son personnel, ouvert son recrutement et ajusté ses relations avec le secteur associatif habilité.

Création d'une sous-direction des ressources humaines.

Une sous-direction des ressources humaines et des relations sociales a été créée par un redéploiement interne, assorti de treize nouveaux emplois au titre de la loi de finances 2003.

Cette structure, distincte de la sous-direction des affaires administratives et financières qui gérât jusqu'ici le personnel, était devenue nécessaire compte tenu du fort développement des recrutements. La loi d'orientation et de programmation pour la Justice du 9 septembre 2002 prévoit en effet la création de 1250 emplois sur cinq ans, à quoi s'ajoutent 1300 recrutements liés aux départs en retraite et autres mouvements. C'est près du tiers des emplois de la PJJ qui seront ainsi renouvelés dans cette période.

La nouvelle sous-direction s'est dotée des techniques de gestion prévisionnelles des emplois et des compétences pour faire face à cette mutation.

Par ailleurs un réseau de correspondants régionaux ressources humaines a été mis en place.

Ses travaux permettent d'anticiper la déconcentration en matière, par exemple, de congés maladie ou de congés ordinaires.

Quatre nouvelles voies de recrutement

La direction de la PJJ est la première à avoir saisi l'opportunité de la loi du 3 janvier 2001 sur les modes de recrutement. Le décret du 5 janvier 2004 ouvre quatre voies nouvelles d'accès : la reconnaissance de l'expérience professionnelle en équivalence de diplôme pour le droit à se présenter le concours externe ; le concours externe sur titre ; le concours dit "troisième voie" ; la liste d'aptitude au choix.

En décembre 2003, la PJJ a obtenu un élargissement significatif de ses possibilités de recours aux agents contractuels.

Ils constituent un élément essentiel pour la continuité du service public dans la période de transition, ainsi qu'un vivier pour le recrutement de titulaires.

Un observatoire social

L'année 2003 a posé les jalons de la création d'un observatoire social destiné à évaluer le degré de satisfaction du personnel dans l'exercice de ses fonctions.

Cet outil est nécessaire dans un milieu où la pluridisciplinarité est importante compte tenu du nombre de corps différents.

Une grande attention a été portée au dialogue social. Toutes les réunions des commissions administratives paritaires ont été précédées, à partir de septembre 2003, par des réunions préparatoires bilatérales



avec chaque syndicat représenté. Le comité technique paritaire s'est réuni à trois reprises. En janvier, sur les centres éducatifs fermés. En février, sur l'intervention des éducateurs dans les quartiers des mineurs en maison d'arrêt. En septembre, sur l'avenir du Centre national de formation et des études (CNFE).

Ouverture aux compétences externes.

La direction de la PJJ est la première des trois grandes directions du ministère à avoir ouvert le recrutement de ses responsables territoriaux à des compétences externes. Deux des sept nouveaux directeurs ont été recrutés dans des corps extérieurs : un conseiller référendaire à la Cour des comptes et un directeur des services pénitentiaires.

La formation repensée

Une structure projet légère, baptisée Optiform a été constituée en décembre 2003. Elle a pour tâche de mener à bien le transfert du centre national de formation et des études à Roubaix.

Cette structure réfléchit au futur statut juridique de l'appareil de formation, à la définition des contenus, et à l'organisation des formations à l'échelon territorial.

La déconcentration

La déconcentration à l'échelon régional d'actes de gestion des ressources humaines a fait l'objet d'une attention particulière en 2003. Un projet de décret prévoyant le transfert effectif d'une dizaine d'actes parmi lesquels les congés ordinaires et les congés maladie a été élaboré. Son adoption définitive en 2004 concourra à un traitement plus rapide et plus humain des situations individuelles des agents.

Le renforcement des capacités de pilotage

Un dialogue de gestion mieux structuré

Le dialogue de gestion a permis de fixer en 2003 l'allocation, tant en personnel qu'en crédits de fonctionnement, de chaque région dans le cadre des Conférences Uniques de Programmation (CUP).

Les systèmes d'information de la direction se sont perfectionnés. Le logiciel Game a été fiabilisé, ce qui a permis l'édition automatique de tableaux d'analyse comparatifs de l'activité sur une période donnée. Les délais de remontée de l'information au niveau central ont été réduits. Les données issues de Game et du recensement annuel de l'activité du secteur associatif habilité ont servi de cadre au dialogue de gestion.

Un service dédié au patrimoine

La création d'un bureau des équipements, par un arrêté du 7 juillet 2003, va permettre de suivre la gestion des cinq cent mille mètres carrés de patrimoine de la PJJ et de ses mille implantations. Ce service était auparavant assuré par une section du bureau budgétaire.

Avec ses dix agents, le bureau doit doter les directions régionales d'outils de suivi comme l'application PATRIMMO. Il a lancé un audit d'hygiène et sécurité sur les bâtiments les plus à risque.

Son action a permis de mieux consommer les crédits de paiement, ce qui a favorisé des opérations immobilières comme la création de deux centres éducatifs fermés supplémentaires.

Premiers pas vers la globalisation des crédits.

La PJJ a préparé en 2003 une expérimentation de globalisation des crédits en Languedoc Roussillon, région administrative de référence, ce qui a entraîné une très lourde charge de travail au dernier trimestre. Cette action entre dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi organique sur les lois de finances (Lolf).

La dissolution des associations para-administratives

Par ailleurs, le plan de régularisation des associations à caractère para-administratif a été poursuivi, accompagné d'un important travail de conviction et d'explication. Sur un total de 181 associations recensées au début 2002, 96 étaient dissoutes et 48 ont été régularisées.

La régularisation signifie la sortie des fonctionnaires des organes dirigeants, la fin de la mise à disposition des personnels publics et l'arrêt d'un financement public majoritaire.

Le programme de travail 2004 -2007

L'année 2003 a été en grande partie consacrée à l'élaboration du programme de travail 2004-2007 qui a suscité une mobilisation et une concertation sans précédent dans l'histoire de la PJJ. Les principaux chantiers prévus sont les suivants :

Un cadre juridique clair pour les établissements de la PJJ.

Les dispositifs exploités par la PJJ, tels que les centres éducatifs renforcés, les centres de placement immédiat ou les foyers, ne disposent d'aucun fondement juridique, à l'exception des services éducatifs auprès des tribunaux et des centres éducatifs fermés. Il importe de combler ce vide juridique générateur de confusion pour les magistrats prescripteurs et de difficultés en vue du passage à la Lof. La combinaison de ces différents paramètres

imposait un avant-projet de décret, qui a donc été élaboré en 2003.

Parallèlement, la DPJJ a pris en compte la loi du 2 janvier 2002 portant rénovation de l'action sociale et médico-sociale, qui impose certaines évolutions. Les décrets d'application de la loi auxquels la DPJJ a participé en 2003 a pris en compte les enjeux suivants :

La réaffirmation des procédures de création et de contrôle de tout établissement concourant à la protection de l'enfance, pilotés par le préfet du département et le président du conseil général, dans le cadre des politiques territoriales. Le principe de la nécessaire conciliation de la loi avec la situation juridique et psychologique singulière des mineurs pris en charge doit être respecté, les prestations doivent faire l'objet d'une évaluation. Ces travaux prévoient aussi l'actualisation de la réglementation comptable et budgétaire des établissements et des services gérés par des organismes associatifs.

Une concertation sans précédent

- Séminaire de quinze directeurs régionaux à Rennes en octobre 2003.
- Réunion des cent directeurs départementaux à Paris en novembre.
- Réunions interrégionales à Lyon, Roubaix, Marly, Bordeaux et Dijon, avec la participation des 530 directeurs régionaux et des 110 attachés de la PJJ.
- Coup d'envoi de la concertation avec les organisations professionnelles du secteur public de la PJJ le 12 décembre 2003.